



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale Rouen-Dieppe**

**Arrêté du 07 JUIL. 2025** portant déconsignation de la somme de 113 760 € (cent treize mille sept cent soixante euros) correspondant au montant des garanties financières constituées conformément au b du I de l'article R. 516-2 du code de l'environnement par la société BORFLEX-BOBET, sise au GRAND-QUEVILLY

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 516-1, R. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 ;
- Vu le code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 ;
- Vu les articles L. 518-2 alinéa 2, L. 518-17 et suivants du code monétaire et financier ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, notamment son article 64 ;
- Vu l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 novembre 1999 autorisant la société S.A BOBET à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement au 5, boulevard Pierre Brossolette sur le territoire de la commune du GRAND-QUEVILLY ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 24 juillet 2019 ayant prescrit à la société BOBET l'obligation de constituer des garanties financières d'un montant de 142 200 € (cent quarante-deux mille deux cents euros) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu le courrier électronique du 02 juin 2023 de prise de possession de la société BOBET par le groupe BORFLEX effectif au jeudi 25 mai 2023 ;

- Vu le récépissé pour la consignation n°3085170 remis par la Caisse des dépôts et consignations attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'une consignation ;
- Vu le courrier de la société BORFLEX-BOBET transmis à l'inspection des installations classées en date du 24 juin 2025 ;

### **CONSIDÉRANT :**

que l'article 64 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 susvisé précise que les dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit antérieurement au 25 octobre 2023 la constitution de garanties financières pour les installations mentionnées au 5° du R. 516-1 du code de l'environnement, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont abrogées ;

que cet article précise que lorsque les garanties financières ont été constituées conformément au b du I de l'article R. 516-2 du code de l'environnement susvisé, la déconsignation des sommes correspondantes se fait auprès de la Caisse des dépôts et consignations, à la demande des exploitants ;

que par courrier électronique du 24 juin 2025, la société BORFLEX-BOBET a sollicité une demande de déconsignation du montant de ses garanties financières constituées auprès de la Caisse des dépôts et consignations ;

que le relevé détaillé de la Caisse des dépôts pour la consignation n°3085170, précise que seulement 4 versements sur 5 ont été réalisés, montant ainsi le capital constitué à 113 760 € (cent treize mille sept cent soixante euros) contre 142 200 € (cent quarante-deux mille deux cents euros) prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2019.

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

### **ARRÊTE**

#### **Article 1<sup>er</sup> : Contexte**

L'article 64 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 abroge l'obligation de constituer des garanties financières dites du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté du 31 juillet 2012, à la demande de la société BORFLEX-BOBET, la somme constituée sous la forme de garanties financières relevant du 5° de l'article R. 516-1 et ses intérêts produits sont déconsignés par le service des consignations ou le pôle de gestion des consignations territorialement compétent.

#### **Article 2 : Montant de la déconsignation**

Il est ordonné la déconsignation de la somme de 113 760 € (cent treize mille sept cent soixante euros), augmentée des intérêts de consignation produits.

La Caisse des dépôts et consignations déconsigne au moyen d'un virement ladite somme à la société BORFLEX-BOBET, sur présentation de toute pièce justificative permettant de s'assurer de l'identité et de la qualité du demandeur.

#### **Article 3 : Publicités et notification**

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de GRAND-QUEVILLY et peut y être consultée.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 4 : Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

#### **Article 5 : Modalités d'exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional des finances publiques de la Normandie, le maire de la commune du Grand-Quevilly, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société BORFLEX-BOBET.

Fait à Rouen, le 07 JUL. 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général  
Zoheir BOUAOUICHE